



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Commission de sécurité  
de l'arrondissement  
de Bayonne**

**PROCES-VERBAL DE VISITE**

ETABLISSEMENT	CENTRE HOSPITALIER - USA (UNITE DE SOINS ACTIFS)
REFERENCE	E483.00058
COMMUNE	64500 SAINT-JEAN-DE-LUZ
ADRESSE	19 avenue André Ithurrealde
DATE	6 décembre 2022
OBJET	visite de réception de travaux partielle Phase 1 Permis de construire 06448322B0040

**I. PARTICIPATION A LA VISITE**

Conformément au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives de sécurité et d'accessibilité (circulaire du 22 juin 1995), la commission de sécurité s'est réunie en application des dispositions des articles R 143-26 à 41 du Code de la construction et de l'habitation, afin d'effectuer la visite citée en objet.

La réception partielle (phase 1) concerne, les locaux susceptibles de recevoir les patients et soins de TRI-KALDI avant cette fin d'année :

- Création de 9 chambres en RDC avec suppression d'un patio et extension de 56 m<sup>2</sup> ;
- Réorganisation des plateaux techniques SSRG et NEURO REEDUC ;
- L'extension du SSI de catégorie A aux locaux réceptionnés.  
Ces travaux engendrent un nouveau classement en 3<sup>e</sup> catégorie.

La phase 2 (prévue en juin 2023) concernera :

- Déploiement de bureaux de consultations et administratifs en RDC et R+1 ;
- Réorganisation du plateau NEURO REEDUC ;
- L'extension du SSI de catégorie A avec une mission de coordination à CSD Aquitaine.

**MEMBRES DE LA COMMISSION**

Pour le Préfet, La présidente	Madame KERDELHUE
Le Maire de la commune ou son représentant	Monsieur PEYRELONGUE
Le Directeur départemental des territoires et de la mer	Monsieur ANSOLA
Le sapeur-pompier titulaire du brevet prévention (PRV2/PRV3), rapporteur	Lieutenant TRANCHE

**RESPONSABLES DE L'ETABLISSEMENT**

Services techniques du CHCB	Monsieur BARRE Monsieur CASTEILEIN
-----------------------------	---------------------------------------

**ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION**

Cabinet d'architectes	Monsieur LAMEREIX
-----------------------	-------------------

Coordinateur SSI	Monsieur FISCH
Contrôleur technique agréé APAVE	Monsieur DETANT
Entreprises	Monsieur GONET Monsieur CORREIA Monsieur GONZALEZ

## II. SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement est assujéti aux dispositions fixées par :

1. le Code de la construction et de l'habitation,
2. le Code du travail pour les parties réservées aux travailleurs,
3. l'arrêté préfectoral n° 64-2021-12-03-00004 en date du 3 décembre 2021 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département des Pyrénées-Atlantiques,
4. le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pris en application de l'article R 143-12 du Code de la construction et de l'habitation, livre I à livre IV, en fonction du type et de la catégorie de l'établissement concerné, en particulier :
  - l'arrêté du 25 juin 1980 (dispositions générales).
  - l'arrêté du 23 mai 1989 (Type U établissements de soins, maisons de retraite, dispensaires, hôpitaux, centres de thermalisme).

Historique de l'établissement (archives SDIS fond de dossier)

n° pièce	Date	Intitulé pièce	Localisation
1	12/08/1976	Dossier de réaménagement. AF	FD
2	08/07/1982	PV de visite. AF	FD
3	21/05/1996	GV. AF	FD
4	23/04/1998	GV. Visites périodique et réception. AF	FD
5	26/11/2001	GV. AF	FD
6	06/11/2007	GV. AF	FD
7	10/11/2010	GV. Visite périodique de contrôle. AF	FD
8	22/11/2010	Avis de SCD « projet d'élévation du niveau de sécurité » AF	
9	19/06/2012	GV visite de réception de travaux	FD
10	13/11/2013	Visite périodique	FD
11	15/11/2016	GV. Visite périodique. AF	FD
12	01/03/2017	CS plénière sur site : AF	FD
13	06/07/2022	Permis de construire 06448322B0040 AT 06448322B0032 Divers travaux et reclassement d'U4 en U3.	FD
14	06/12/2022	Visite de réception partielle pour recevoir les résidents de TRIKALDI	FD

Travaux réalisés depuis la dernière visite :

Une partie du programme du PC 06448322B0040 avec quelques précisions :

- Déplacement linéaire des 2 issues de secours dans la salle de Kiné
- Installation d'éléments verriers sans résistance (il est calculé que les surfaces malgré ces éléments sont inférieures à 300 m<sup>2</sup>)

Incidents recensés depuis la dernière visite :

Néant

### III. EFFECTIF ET CLASSEMENT

L'effectif théorique maximal des personnes admises simultanément est défini ci-après, après travaux :

#### Hospitalisation de nuit :

- Patients (1 pers / lit) : 78 personnes
- Visiteurs : 78 personnes
- Personnel : (1 pers/ 3 lits) : 27 personnes

**Sous total 1: 183 personnes**

#### Hospitalisation de jour :

- Postes de consultation et soins infirmiers

**Sous total 2: 269 personnes**

**TOTAL 452 personnes**

Etablissement recevant du public de type **U** de 3<sup>ème</sup> catégorie.

### IV. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT CONSIDERE

#### **Présentation succincte :**

Bâtiment à R+3-2 comportant :

- Au R-2 : un self pour le personnel, les services généraux, un atelier, un local stockage, un local « poubelles », une chaufferie et des locaux annexes.
- Au R-1 : les services médico-techniques avec plateaux techniques SSRG, une zone de consultations externes, un stockage matériel, des bureaux, des vestiaires, des locaux ménage, une zone planning familial.
- Au rez-de-chaussée : un hall d'accueil, 31 chambres pour 33 lits, une zone de consultation de 6 postes, des locaux de stockage, des sanitaires, une salle polyvalente SAMSAH, un bureau planning.
- Au R+1 : services administratifs, et hôpital de jour psychiatrique.
- Au R+2 : 22 lits de médecine.
- Au R+3 : niveau technique.

#### **Implantation :**

Cet établissement dispose d'une façade accessible aux engins de secours complétée par une seconde façade.

Les stores sont en PVC et électrifiés.

Les fenêtres disposent de limiteurs d'ouverture.

**Isolement** : pas de tiers à proximité.

**Construction** : la distribution intérieure est réalisée sur la base du cloisonnement traditionnel. Il est créé 2 zones protégées au RDC dont une recoupée en 2 zones de mises à l'abri. Les zones des autres niveaux sont existantes et conservées.

**Dégagements** : l'établissement est desservi par trois escaliers encloisonnés et désenfumés.

#### **Désenfumage :**

- Au R-1 et RDC les zones concernées seront désenfumées règlement ;

- Les escaliers et le hall du rez-de-chaussée sont désenfumés naturellement ;
- Les circulations sont désenfumées mécaniquement.

**Electricité** : sur réseau avec un groupe électrogène reprenant les moyens de secours.

**Installation de gaz** :

- Le chauffage central fonctionne au gaz naturel ;
- Des installations de gaz médicaux équipent l'ensemble de l'établissement.

**Chauffage** : par radiateurs alimentés depuis la chaufferie centrale.

**Les moyens de secours** :

- SSI de catégorie A avec alarme de type 1 et AGS ;
- Extincteurs appropriés aux risques ;
- Plans schématiques (provisoires dans les parties réceptionnées);
- RIA ;
- Colonne sèche sur un escalier ;
- Poteau d'incendie situé à moins de 50 mètres et un second à moins de 60 mètres de l'alimentation de la colonne sèche ;
- Téléphone urbain.

## V. CONTROLE DE L'ETABLISSEMENT

### 1. **CONTROLE DES PRESCRIPTIONS ANTERIEURES**

1. Réaliser les prescriptions émises au dernier contrôle de l'établissement.

- Identifier le bouton d'arrêt d'urgence situé dans le hall CMP. **Réalisé**
- Repositionner les extincteurs de façon à ce que les poignées de portage soient à 1,20 m maximum. **Réalisé**

### PRESCRIPTIONS SIMPLES

2. Déposer pour avis de la sous-commission départementale de sécurité le cahier des charges fonctionnel du SSI (Articles GE 2 et MS 55). **Non réalisé**

### PRESCRIPTIONS PERMANENTES

3. Faire procéder en cours d'exécution, par des personnes ou organismes agréés aux vérifications techniques de l'ensemble des travaux. Les rapports de ces contrôles accompagnés des procès-verbaux d'essais des matériaux et éléments de construction utilisés devront être tenus à la disposition de la commission de sécurité (articles GE 9 et GN 12 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité). **Réalisé**
4. Faire procéder par la commission de sécurité compétente à la visite de réception afin qu'elle émette un avis sur les travaux réalisés et sur l'ouverture de l'établissement. Il appartient à l'exploitant de demander au Maire le passage de la commission de sécurité compétente (article R 143-38 du Code de la construction et de l'habitation). **Réalisé**

### 2. **DOCUMENTS PRESENTES ET ANOMALIES MAJEURES CONSTATEES**

#### Documents de réception de travaux

Intitulé du document	Date	Vérificateur	Observations
Attestation bureau de contrôle mission L	05/12/2022	APAVE	Pas d'avis défavorable
Rapport de vérifications réglementaires après travaux RVRAT	05/12/2022	APAVE	4 observations dont 2 sont levées
Procès-verbal de réception du SSI	05/12/2022	CSD	3 observations levées

### **3. RESULTATS DES ESSAIS EFFECTUES SANS ALIMENTATION ELECTRIQUE**

- Détecteurs de fumées : Satisfaisant dans une chambre RDC puis une circulation, en RDJ dans la circulation.
- Déclencheur manuel : Satisfaisant dans la nouvelle salle de Kiné
- Alarme : Satisfaisant sur les 3 essais
- Eclairage : Satisfaisant pour l'évacuation et l'anti panique
- Recouplement : Satisfaisant avec des éléments verriers rajoutés
- Désenfumage : Satisfaisant sur les enclenchements des moteurs et l'ouvertures des trappes
- Ferme-porte : Satisfaisant
- Issues de secours : Satisfaisant

### **4. ANOMALIES CONSTATEES LORS DE LA VISITE**

- Néant

## **VI. ANALYSE DES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE**

Les nouveaux locaux disposent d'installations techniques neuves. Le risque d'éclosion est ainsi réduit. En cas d'occurrence le bon fonctionnement des moyens de secours laisse présager des comportements adéquats, si les personnels restent formés régulièrement.

## **VII. PRESCRIPTIONS**

### **PRESCRIPTIONS SIMPLES**

1. Déposer pour avis de la sous-commission départementale de sécurité le cahier des charges fonctionnel du SSI (Articles GE 2 et MS 55).
2. Interdire les travaux dangereux ou qui pourraient faire courir un risque au public (article GN13)
3. Lever les observations du RVRAT

### **PRESCRIPTIONS PERMANENTES**

Maintenir parfaitement libres et accessibles, en toutes circonstances, les issues de secours de l'établissement (art. R 143-4 et 7 du CCH).

Tenir à jour le registre de sécurité de l'établissement conformément aux dispositions fixées par l'article R 143-44 du Code de la construction et de l'habitation.

Faire vérifier périodiquement, selon la réglementation en vigueur, les installations techniques de l'établissement et remédier aux anomalies éventuellement relevées par les techniciens compétents et les organismes agréés intervenus. Le SDIS 64 a conçu des fiches qui peuvent aider les exploitants à mieux comprendre leurs obligations en matière d'entretiens et de vérifications périodiques des installations techniques et de sécurité. Elles sont disponibles sur le site Internet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques (<http://www.pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr>) sous les rubriques : politiques publique / sécurité / protection civile / sécurité incendie et établissements recevant du public / fiches d'entretien.

Afficher de façon apparente près de l'entrée principale, l'avis relatif au contrôle de sécurité incendie prévu par les dispositions de l'article GE 5 dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité, en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture.

Respecter les dispositions des articles L 122-3, R 146-07 à R 146-09 du Code de la construction et de l'habitation lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement. Ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du Maire, délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.

#### **VIII. AVIS DE LA COMMISSION**

La commission de sécurité émet :

- Un avis favorable à la réception des travaux – phase 1- , assorti de la réalisation des prescriptions susvisées.
- Un avis favorable au reclassement de l'établissement en 3° catégorie
- Un avis favorable au regroupement des visites périodique et réception phase 2 – sous réserve que l'achèvement des travaux soit effectif avant l'été 2023.

#### **IX. RAPPELS**

##### **PROCHAINE VISITE**

Conformément aux dispositions de l'article GE 4 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité, cet établissement doit être visité périodiquement par la commission de sécurité au moins tous les 3 ans.

##### **OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT**

La liste des prescriptions n'est pas exhaustive.

- Article R 143-34 du Code de la construction et de l'habitation

"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par l'arrêté du Ministre de l'Intérieur ou des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement".

- Article R 143-3 du Code de la construction et de l'habitation

"Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes".

##### **OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE POLICE**

En application des dispositions de l'article R 143-42 du Code de la construction et de l'habitation, le Maire notifie le résultat de la visite et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Pour le Préfet, et par délégation,  
La présidente de la commission,



Carine KERDELHUE